HAL
open science

L'aide aux migrants à Calais

Yasmine Bouagga, Mathilde Pette

To cite this version:

Yasmine Bouagga, Mathilde Pette. L'aide aux migrants à Calais. Leroux, Céline; Pissoat, Olivier. La Cartographie 2017 des engagements volontaires et solidaires à l'international, Observatoire de France Volontaires, pp.23-28, 2017. halshs-01546947

HAL Id: halshs-01546947

https://shs.hal.science/halshs-01546947v1

Submitted on 27 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'aide aux migrants à Calais

Yasmine Bouagga
Sociologue, chargée de recherche CNRS, Triangle, ENS Lyon

Mathilde Pette
Sociologue, maîtresse de conférences, Université de Perpignan

Au cours des années 2015 et 2016, Calais et sa région ont été des lieux inédits d'engagements citoyens et de mobilisations en solidarité avec les migrants bloqués à la frontière franco-britannique. L'augmentation du nombre de ces migrants a en effet conduit des milliers de volontaires à venir apporter leur soutien, en tant qu'individuels ou au sein d'associations. Si les actions de solidarité sont anciennes, elles ont pris une ampleur nouvelle avec la médiatisation de la « crise des réfugiés » en 2015.

Depuis le début des années 1990, des migrants sont présents près de Calais afin de passer en Grande-Bretagne, par le ferry ou le tunnel sous la Manche. Alors que les contrôles frontaliers se renforcent, des migrants se trouvent bloqués sur le littoral français. L'organisation de défense des droits de l'homme *Amnesty International* lance l'alerte en 1994, et une première association naît pour venir en aide à ces migrants, originaires d'Europe de l'Est :*La Belle étoile*. En 1997, un « collectif de soutien d'urgence aux réfugiés »,*C'Sur*, rassemble, outre *La Belle étoile*, des associations d'aide aux démunis (*Secours Catholique*, *Emmaüs*, *Mission Ouvrière*) et des associations de soutien aux étrangers (GISTI, Cimade, LDH, *Pastorale des Migrants*). Alors que les pouvoirs publics ne proposent aucun accueil, ce sont des bénévoles des environs qui apportent un secours de proximité. Ce n'est qu'en 1999, à l'occasion de la crise au Kosovo, que l'État ouvre un *Centre d'hébergement et d'accueil d'urgence humanitaire* à Sangatte, en périphérie de Calais. La gestion du centre est attribuée à la *Croix-Rouge française* dont le nombre de salariés, appelés « équipiers », est passé, au fil de l'activité du centre, d'une trentaine en 2000 à une centaine fin 2002.Dans le hangar de plus de

12000 m², la prise en charge est alors humanitaire : hébergements collectifs, distribution de repas, de vêtements, de chaussures et soins médicaux d'urgence.

Suite à la fermeture de ce centre en 2002, les migrants présents dans la région s'installent dans des squares, des squats, des sous bois, etc. Les campements de migrants se multiplient et se dispersent au-delà de la seule ville de Calais : c'est par exemple le cas à Grande-Synthe près de Dunkerque et dans des plus petits villes situées à proximité des aires de repos des autoroutes A25 et A26 où les migrants tentent de monter dans les camions vers l'Angleterre. L'association Salam (*Soutenons, aidons, luttons, agissons pour les migrants et les pays en difficulté)* est créée en 2003 et joue un rôle important à Calais pendant cette période, aux côtés des autres associations déjà actives, et de l'ONG médicale *Médecins du Monde*. À l'intérieur des terres, des associations locales sont créées : *Terre d'Errance* à Steenvoorde et Norrent-Fontes, *Flandre Terre Solidaire* à Bailleul, le *Collectif Fraternité migrants Bassin Minier 62* à Angres, etc. Un tissu associatif local se crée ainsi petit à petit dans les villes où sont présents des migrants. Ces associations agissent le plus souvent sur un seul campement et sont composées exclusivement de bénévoles. Leurs ressources financières et matérielles proviennent des cotisations des adhérents, de dons privés ou de récupérations de produits alimentaires. C'est l'aide de première nécessité qui occupe le plus les bénévoles : accès à l'eau potable, accès aux soins et à l'hygiène (douches et toilettes), construction d'abris de fortune, distribution de nourriture, de vêtements, chaussures ou couvertures.

À Calais, les moments de « crise » sont des moments de recomposition du milieu associatif. C'est le cas en 2008-2009 lorsque se constitue à Calais un campement informel de 700 à 800 personnes, en majorité afghanes, qui désignent le lieu comme « jungle » (du mot persan signifiant « forêt »). Face à la crise humanitaire, les associations se divisent sur la conduite à tenir et une nouvelle association est créée à Calais, *l'Auberge des Migrants*, pour répondre aux besoins alimentaires et vestimentaires des migrants. Des bénévoles et militants se déplacent aussi de toute l'Europe pour soutenir les migrants, notamment à l'appel du réseau *No Border* qui revendique la liberté de circulation, dénonce la sécurisation des frontières et organise un rassemblent en juin 2009. Certains s'installent à Calais et renouvellent les formes de l'engagement aux côtés des migrants, avec une coloration davantage politique, notamment à travers le collectif *Calais Migrant Solidarity*. Cette période constitue un moment charnière de politisation et médiatisation de la présence de populations migrantes dans le nord de la France.

Photo

Légende : Manifestation "contre le mur de la honte" à Calais le 18 décembre 2014 - julien S / O2e-photos

La situation de 2015-2016 constitue un autre moment charnière :le nombre de migrants bloqués à Calais augmente de façon considérable, du fait de l'entrée en Europe d'un nombre plus important de réfugiés fuyant les conflits dans leurs pays (Afghanistan, Soudan, Syrie, Erythrée, etc.) et du renforcement des équipements de sécurité à la frontière franco-britannique. Campements informels et squats se multiplient dans la ville de Calais, rassemblant plusieurs centaines de personnes. Les pouvoirs publics décident d'installer un lieu d'accueil de jour, à l'écart du centre ville, le « Centre Jules Ferry ». À son ouverture en janvier 2015, la gestion est confiée à une association professionnelle prestataire d'hébergement social, *La Vie Active*, qui a également en charge un centre d'hébergement pour femmes et enfants sur le site (400 places). Les migrants sont incités à se rassembler sur le terrain autour du centre et à évacuer les campements et squats en ville. Alors qu'aucun équipement n'est prévu sur le site, un immense bidonville se crée, rassemblant dès l'automne 2015 plus de six mille personnes. Si l'État offre à partir de janvier 2016 un hébergement pour 1500 personnes au sein d'un « centre d'accueil provisoire » géré par *La Vie Active,* la majorité des migrants vivent dans des conditions de précarité extrême dans la « Jungle ».

Face à cette crise, des organisations humanitaires internationales déploient des missions auprès des migrants du littoral. *Médecins Sans Frontières* ouvre ainsi une clinique, offrant une prise en charge médicale plus professionnelle que celle des « caravanes de premier secours » installées par les bénévoles; *Gynécologie Sans Frontières* intervient auprès des femmes ;ACTED, spécialiste du développement international, devient prestataire de l'État à partir de l'automne 2015 pour assurer l'hygiène du site (points d'eau, toilettes, ramassage des déchets).

Mais, au quotidien, le travail de soutien à la population migrante est assuré essentiellement par des expatriés non professionnels, des bénévoles, qui, venant de loin, s'installent parfois plusieurs mois à Calais ou parmi les migrants du bidonville. Ce sont ainsi des centaines de

bénévoles qui affluent de Grande-Bretagne, de Belgique, d'Allemagne et d'autres régions de France, dans un contexte de forte médiatisation, en Europe, de la « crise des réfugiés ».Ces engagements sont d'abord le fait d'individus qui viennent apporter de la nourriture, des tentes, des couvertures, en collectant des dons dans leur voisinage (région du Kent, métropole lilloise, Bruxelles…) et en les distribuant aux migrants.

Le souci d'organiser et de rationaliser ces distributions conduit à la transformation du fonctionnement des associations locales et à la création de nouvelles structures. L'*Auberge des Migrants* (qui comptait jusque là une vingtaine de bénévoles actifs, principalement retraités) est ainsi investie par des centaines de bénévoles. Ces nouveaux venus sont jeunes et viennent en majorité de Grande-Bretagne, à travers l'association *Help Refugees*. Un pôle logistique commun est mis en place au sein d'un hangar de 3000m²pour le tri les dons, la préparation des repas (jusqu'à 2500 par jour) et des sacs de denrées alimentaires, la fabrique des cabanes en kit, etc. Ces associations travaillent aussi à la bonne gouvernance du campement, avec des « relais communautaires » qui se font les intermédiaires des bénéficiaires de la solidarité. De nombreuses autres associations sont apparues, comme l'organisation *Care4Calais,* née de l'initiative d'une comptable de Liverpool sans expérience antérieure de l'humanitaire ; en un an, plus de 2000 bénévoles l'ont rejoint pour des périodes allant d'un week-end à plusieurs mois, distribuant denrées alimentaires et vêtements, et organisant des activités artistiques ou sportives sur le bidonville. Certains de ces engagements volontaires se manifestent par une véritable installation au sein du bidonville, les bénévoles partageant le quotidien des migrants. C'est le cas des cuisines communautaires, qui préparent plusieurs centaines de repas par jour : *BelgiumKitchen* (qui tient son nom de la nationalité de ses fondateurs); *Ashram Kitchen*, d'inspiration hippie ; *Kitchen in Calais* (fondée par des Malaysiens résidents britanniques, qui recrutent dans des réseaux de solidarité musulmane). Des écoles ont aussi été créées dans le bidonville : l'*Ecole Laïque du Chemin des Dunes*, créée par une bénévole calaisienne et un bénévole sans-papier de Nice venu aider les migrants de Calais ; *Jungle Books*, créé par une enseignante britannique vivant en France ou l'*Ecole du Darfour*. Le *Centre pour femmes et enfants*, le *Kid'sCafé* ; le *Baloo Center* pour adolescents … témoignent de l'engagement des bénévoles auprès des publics les plus vulnérables, en particulier les mineurs isolés, alors que les pouvoirs publics ne proposent pas de solution adaptée. La *Cabane Juridique* est tenue par de jeunes bénévoles, principalement français étudiants en droit. Enfin, les bénévoles ont aussi créé, avec le *Good Chance Theatre*, une institution culturelle de rayonnement international.

Par rapport aux solidarités antérieures, celles-ci sont plus jeunes, féminines et transnationales. Le recrutement s'opère via les institutions religieuses (églises, mosquées), des organisations de plaidoyer (comme *Stand Up to Racism* au Royaume-Uni), des réseaux étudiants des universités anglaises ; mais aussi via les réseaux sociaux (groupes Facebook régionaux, plateformes de mise en contact des bénévoles hors de structures associatives) et dans des milieux d'interconnaissance non liés au militantisme ou à l'engagement humanitaire. C'est le cas par exemple dans la *Refugee Community Kitchen* montée par un organisateur du festival Glastonbury ; ou au sein de l'association *Utopia 56*, qui intervient sur le camp humanitaire de Grande-Synthe, créée par l'un des responsables logistiques du festival des Vieilles Charrues. Le succès de ces initiatives citoyennes témoigne de la manière dont l'engagement auprès des réfugiés est devenue une cause mobilisatrice pour la jeunesse.

Ces engagements bénévoles trouvent aussi un prolongement politique à travers des manifestations et des activités de plaidoyer, interpellant notamment la classe politique britannique, les institutions européennes et les instances onusiennes sur les enjeux de la protection des réfugiés, en particulier des mineurs.

La « Jungle » de Calais telle que les migrants et bénévoles l'ont connu jusqu'en octobre 2016 fut un carrefour transnational des solidarités citoyennes. À la suite de son démantèlement et de la dispersion d'une partie de sa population dans des *Centres d'Accueil et d'Orientation* situés sur l'ensemble du territoire français, les collectifs de soutien se recomposent à nouveau, sur de nouvelles configurations géographiques. À Calais et dans ses alentours, les migrants restent nombreux et leurs besoins vitaux. Des lieux de vie collectifs vont rapidement voir le jour, et les formes de solidarité resteront le fait d'engagements bénévoles et volontaires.